



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Du-cote-de-Plogoff>

# Du côté de Plogoff...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 777 - avril 1980 -

Date de mise en ligne : mercredi 24 septembre 2008

Date de parution : avril 1980

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Nous publions ci-dessous la lettre ouverte au Président de la République, que nous a transmise une de nos lectrices, Micheline Weis :**

Monsieur,

La relation des services gouvernementaux sur le site et la commune de Plogoff et ses environs, la semaine dernière, vient renforcer la certitude ressentie par un nombre croissant de citoyens et citoyennes contribuables, face à l'arbitraire d'Etat en matière d'option des énergies. Services qui traduisent en outre et de façon cynique le mépris d'un pouvoir centralisé à l'égard d'une région et de son droit d'autodétermination économique et culturelle.

A l'appui des droits pleinement légitimes de la population bretonne concernée, nous pouvons citer les arguments d'évidente complicité de M. Haroun TAZIEFF, repris ce jour encore dans l'émission de Claude VILLERS sur FRANCE-INTER. Arguments démontrant, outre le gaspillage éhonté des énergies depuis l'époque de la « promotion » du pétrole jusqu'au « tout-électrique - tout-nucléaire » - démontrant clairement la TOUTE-PUISSANCE des GROUPES DE PRESSION (non seulement français mais multinationaux) sur les élus de la Nation.

Les chocs de Plogoff font ressortir une vérité criante : derrière les choix d'E.D.F. s'installent les intérêts d'une oligarchie technocratique uniquement animée par une volonté de PROFIT. Volonté au demeurant aveugle quant aux conséquences ultérieures des actes qui en découlent. La répression honteuse des forces dites de l'ordre sur le site de Plogoff prouve encore ceci : les dirigeants d'un Etat prétendu démocratique agissent en valets des puissants groupes de pression de la haute finance inter-multinationale, dont les bénéfices colossaux ne reposent que sur l'existence de consommateurs. Il est antidémocratique que soit menée DE FORCE une prétendue enquête d'utilité publique dans de pseudo-mairies annexes et mobiles à la face des pouvoirs locaux élus légitimement. Est encore bafouée toute notion de démocratie lorsqu'une population concernée est traitée en MINEURE, que nulle information honnête ne lui est fournie en regard d'une décision énergétique QUI LA CONCERNE, et que des escadrons de gendarmerie investissent plusieurs communes pour que s'opère LE DELIT DE DROIT REPUBLICAIN que constitue la décision gouvernementale en l'occurrence.

Pour toutes ces raisons, il est du devoir de chaque Français. de chaque Française, de se porter solidaire. À Plogoff comme partout ailleurs où cet arbitraire sévit, DE TOUTE INITIATIVE émanant d'une réelle autodétermination. Le soutien à la promotion d'énergies nouvelles, naturelles et indéfiniment renouvelables, s'impose de toute évidence. Toutes créations en ce sens (biomasse, force hydraulique, éolienne, géothermie, solaire, houille et autres fort nombreuses) recevront notre appui concret. De plus, il y aura, à leur réalisation, occasion de création d'emplois absorbant le chômage forcé qui est le fruit de toute société technocratique au-delà des dimensions humaines. Société de profit méprisant l'ETRE pour satisfaire servilement les fallacieuses valeurs de l'AVOIR... et de la PUISSANCE.

Pierre CATTIER - Micheline WEIS